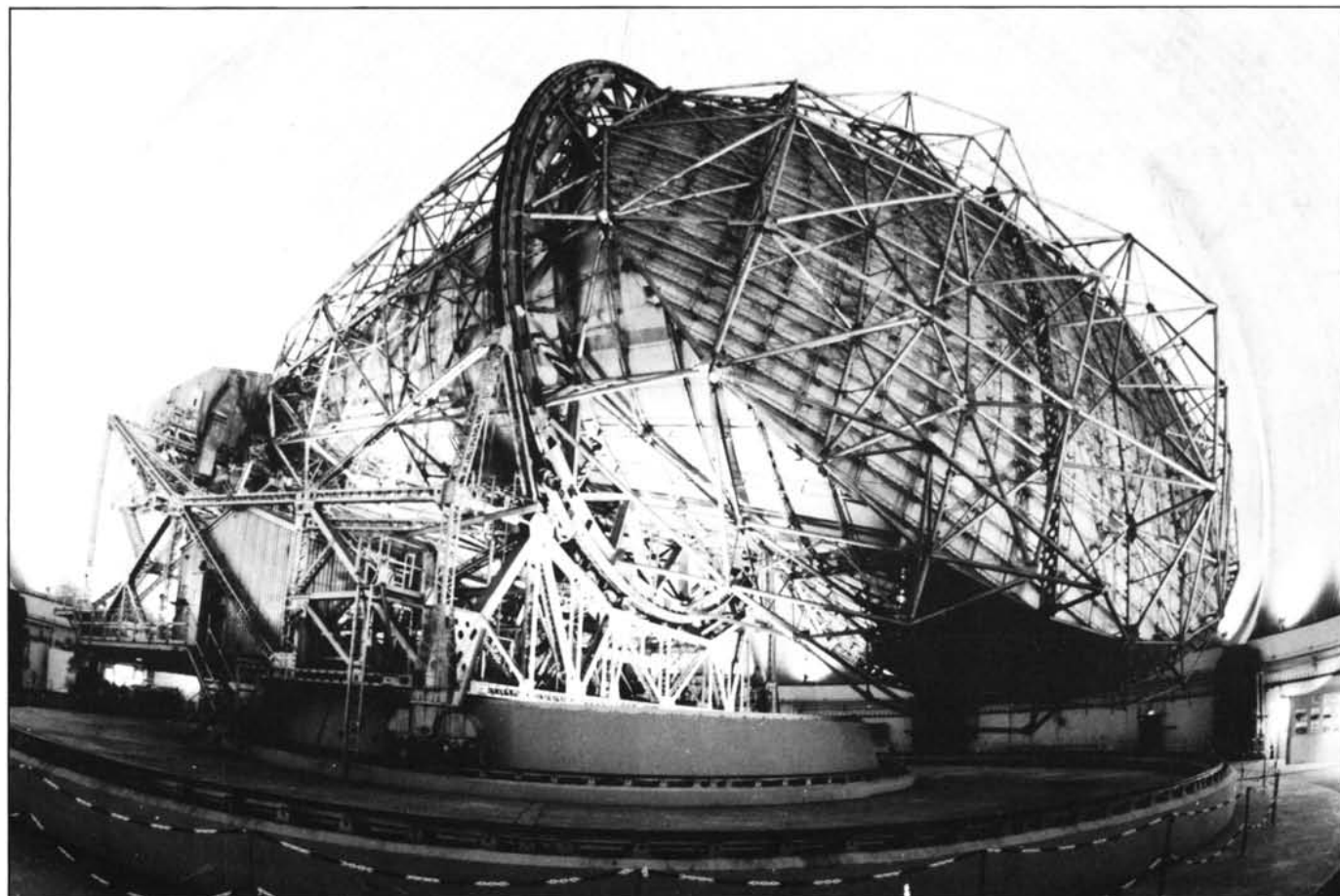


*Vue du Radôme de Pleumeur-Bodou dans son environnement. Cl. CNET-Lannion.*

*Antenne « cornet » P-B1 : intérieur du Radôme. Cl. CNET-Lannion.*



# Un exemple régional : la Bretagne

*Monique Laigneau*

*Aux enfants, aux jeunes,  
à leurs formateurs qui ont  
répondu à toutes les questions,  
et me laissent encore  
interrogative...*

**D**e la mise en culture des sciences et des techniques à leur mise en politique économique et en communication avec l'appel à la mobilisation des jeunes, voici la conclusion qui peut être dégagée pour qualifier les dernières années écoulées.

Le constat appelle des nuances. Cette recherche a comme objet le balisage des stratégies, des imaginaires, des pratiques des jeunes<sup>1</sup> à l'égard des sciences<sup>2</sup> et des techniques<sup>3</sup>.

Ce texte tente de situer dans une trame historique les représentations et les appropriations des jeunes. L'analyse se fonde sur des politiques et des expériences d'acculturation aux sciences et aux techniques.

Je propose des états des lieux, des bilans et des interrogations, sachant qu'évaluer des politiques, cerner des imaginaires, des croyances, des usages légitimes ou détournés ne constituent jamais une démarche simple.

La démarche évaluative est une pratique récente en France. Avec les années 1960, le terme d'« évaluation » se rencontre rarement dans les écrits pédagogiques comme dans ceux sur la culture ou encore, dans ceux relatifs aux démarches scientifiques. Il marque, de manière de plus en plus affirmée, l'application de méthodes de gestion et de rationalisation dans des domaines qui semblaient échapper au « scientific management »<sup>4</sup>.

La transférabilité de modèles, construits à partir de l'éva-

luation des activités économiques, en référence à des présupposés productivistes (investissement/coût de production/rentabilité/profit...) n'est pas sans poser de problèmes.

S'installent ainsi des pratiques socio-culturelles de validation ou d'invalidation d'activités humaines, chevillées à des modèles technocratiques de conception d'une société où la prédiction est requise, qualifiant notre période contemporaine.

Les procédures évaluatives mettent en rapport « évaluants »<sup>5</sup> et phénomènes évalués au sein d'un système qui renferme de nombreux pièges.

Le risque essentiel demeure de bâtir un dispositif qui devient vite autoréférentiel, conduit à privilégier ce qui fonctionne, dysfonctionne, pourrait mieux fonctionner si...

L'inflation des évaluations se profile, escamotant parfois la réflexion sur les contenus et le *sens* de la culture scientifique et technique.

Dans cette démarche d'objectivation de stratégies, de représentations, de pratiques, je me suis efforcée de faire ressortir certaines logiques socio-culturelles, certains projets clés, ayant conscience d'avoir laissé dans l'ombre quantité d'aspects non décelés ou passant actuellement pour secondaires.

Mais classer, interpréter selon des critères les plus explicites possibles s'organise toujours avec quelque préoccupation d'ordre théorique.

Ainsi d'où vient la légitimité de considérer telle opération relevant de la culture scientifique et technique ?

Pour avoir été souvent témoin de catégorisations spontanées à but directement opérationnel : à quelle structure allou-t-on prioritairement des subventions (surtout en période de restriction budgétaire), est-ce que telle initiative relève plutôt d'un ministère que d'un autre, de tel service plutôt que de tel autre au sein d'un même ministère, les définitions, à un strict niveau opératoire, ne cessent de fluctuer selon les opportunités ou les rapports de force.

Au-delà, il faut comprendre que les interrogations plus substantielles portant sur l'origine et le sens d'une classification ne peuvent se concevoir, à moins d'invoquer le relativisme culturel.

Le ministère de la recherche ne considère parfois que subsidiaire l'effervescence culturelle autour des découvertes scientifiques. Sa préoccupation essentielle consiste à structurer au mieux des organismes de recherche, à maximaliser les investissements intellectuels de ses administrés, à offrir une formation de qualité à des jeunes se destinant à la recherche.

De même le ministère de la culture et le secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports tiennent respectivement à soutenir le premier des activités dites « culturelles », le second, des activités de « loisirs ».

Ainsi que nous le soulignons ci-après, le questionnement demeure quant à savoir si la culture scientifique et technique forme réellement une entité en elle-même.

Le choix opéré ici a consisté à articuler la restitution et l'analyse de politiques, d'outils, d'initiatives en matière de culture scientifique et technique cherchant à y déceler la mise en œuvre de logiques, à capter un sens rapporté à des contextures sociétales plus larges.

J'ai tenté d'avancer des réponses aux questionnements du responsable de la mission de la culture scientifique et technique du ministère de la culture et de la communication formulés dans les premiers mois de l'année 1987, origine de cette recherche.

Les interrogations brièvement résumables étaient les suivantes : quelles sont les retombées des financements publics en matière d'opérations de culture scientifique et technique desti-

nées aux jeunes, quels jeunes sont touchés, quelles représentations les jeunes ont-ils des sciences et des techniques, quelles pratiques, quelles attentes, comment considèrent-ils leur avenir, quels types d'adultes prétendons-nous former... ?

Elaborées également par les responsables de la DIST du ministère de la recherche et de la technologie et du service chargé de la culture scientifique et technique du secrétariat d'État chargé de la jeunesse et des sports, les questions se sont étendues<sup>6</sup>, précisées.

Je remercie, ici particulièrement, la mission de la recherche et de la technologie, la mission de la culture scientifique et technique du ministère de la culture et de la communication qui m'ont fourni les moyens de la réalisation de cette recherche, dont je présente ici les principaux extraits.

L'objet de cette recherche, au carrefour de plusieurs champs d'interrogation, incite à toucher à la sociologie historique, politique, de l'aménagement, de la culture, de l'éducation, de la jeunesse, des sciences, des techniques, des valeurs...

## Notes et références

Je remercie Marianne Durandet, Jimena Obregon étudiantes, et particulièrement Jean Getin, accomplissant son service civil à la Boutique de Sciences de Rennes, des concours apportés.

1. Nous ne définirons pas, au cours de ce rapport, la notion de jeunes. Nous renvoyons à l'article de P. Bourdieu « La jeunesse n'est qu'un mot », in *Questions de Sociologie*, Paris, Editions de Minuit, 1980 ; également aux Cahiers du Réseau « Jeunesses et Sociétés » n°6-7, octobre 1985 entièrement consacrés à baliser cette notion, ainsi que *Les Jeunes et les Autres*, colloque du 9 et 10 décembre 85, Ministère de la Recherche et de la Technologie.

2. Il s'agit quasi exclusivement des sciences « dures », les sciences humaines ou encore « molles » ne donnant pas lieu à la mise en place de politique mobilisant la jeunesse.

3. Nous utiliserons ce terme de « techniques », précédé parfois de « nouvelles », sachant que le vocable « technologie » signifie « science de la technique » et est d'un usage impropre.

4. ...reposant sur des théories pédagogiques nord-américaines déjà anciennes ; cf. Bobitt (A) dès 1918 ; Tyler (R) dès 1934 ; Scriven (M) en 1967. Un historique et une analyse critique de ces démarches sont réalisés in Aubégnay (H). *Les pièges de l'évaluation, Evaluer pour se former*. Paris, Editions Universitaires, UNMFREO, 1987.

Ces méthodes vont toucher peu à peu les activités de formation, d'assistance sociale, culturelles. L'introduction de l'évaluation en matière culturelle va faire prendre conscience à de nombreux animateurs combien la culture devient une marchandise comme une autre. A cette idée d'évaluation est pratiquement toujours associée celle d'innovation, ce qui est quelque peu abusif.

5. Par « évaluants » nous désignons les « évaluateurs » et les « évalués ». Dans une démarche évaluative, les rapports sont fortement interactifs. Cependant bien peu souvent les aspirations des évalués sont reproduites simplement. Elles servent de base à des théories explicatives générales très formalisées qui laissent dans l'opacité la « chair » des représentations et des pratiques.

6. Ces interrogations ont donné lieu à deux autres recherches, l'une à vocation didactique conduite par A. Giordan, Professeur à l'Université de Genève, l'autre consistant en une enquête d'opinion confiée à Daniel Boy et Anne Muxel-Douaire du CEVIPOF (Centre d'Etude la Vie Politique Française de l'Institut des Sciences Politiques).